

Brussels, 11 June 1980

GUIDO BRUNNER, EUROPEAN COMMISSIONER FOR ENERGY, COMMENTS ON OPEC MEETING IN ALGIERS

In a statement today, Mr Guido Brunner, European Commissioner for energy expressed regret that the Ministerial meeting of the Organisation of Oil Exporting Countries (OPEC) were unable to come to any basic agreement at their meeting in Algiers.

This represented a further considerable burden for the world economy, he said. It is disappointing that the Saudi Arabia had not been able to get its own moderate proposals accepted. The rise in reference prices to 32 dollars a barrel demanded by the majority and the production reductions suggested of two million barrels a day amounted to another blow for supply security and worsened the tendencies towards recession and inflation which are already obvious in the European Community.

From the Community's point of view, OPEC's failure to set a unified price is a great disappointment. It is certain that a price level of 32 dollars a barrel is excessive and cannot be justified.

Oil reserves in the Community are high (113 days). Our consumers in the Community have also managed to make considerable savings (1979 = 10 %).

For the European Community, the result of the Algiers conference makes it even more imperative for us to rely more on our own efforts as a way of restoring our economic freedom. Extra efforts must now be made both in energy saving and in developing alternatives to oil so that our European economies can get to grips with the recessional effects of what is happening in oil.

Only when sufficient amounts of fuel come into the market to compete with oil - petrol and lubricants from coal, for example - can there be any serious influence on OPEC's pricing policy.

Bruxelles, Le 11 juin 1980

M. Guido Brunner, membre de la Commission, se prononce sur les résultats de la réunion ministérielle des pays exportateurs de pétrole qui s'est tenue à Alger

---

M. Guido Brunner déplore le fait que pour l'essentiel, les ministres de l'OPEP ne soient pas parvenus à un accord.

Cela constitue à ses yeux une nouvelle et lourde hypothèque pour l'économie mondiale. Il est regrettable selon lui que l'Arabie Saoudite n'ait pas pu faire prévaloir ses thèses modérées. Le relèvement à 32 dollars par baril du prix de référence réclamé par une majorité de l'OPEP à Alger ainsi que la réduction de production souhaitée de 2 millions de barils/jour compromettent la sécurité des approvisionnements et renforcent les tendances à la récession et à l'inflation qui caractérisaient déjà la situation de la C.E.

L'absence d'accord sur un prix unique modéré constitue une immense déception pour la Communauté européenne. Il est clair qu'un prix de 32 dollars par baril est excessif et que rien ne le justifie. Les réserves européennes sont considérables (113 jours). De même, les économies réalisées par les consommateurs dans la Communauté européenne se sont nettement améliorées (10 % en 1979).

Pour la Communauté européenne, le résultat décevant de la conférence d'Alger ne peut être qu'un encouragement supplémentaire à compter sur ses propres forces pour retrouver sa capacité à agir de façon autonome. Il faut maintenant redoubler d'efforts pour économiser davantage et trouver des sources d'énergie de remplacement afin que les économies européennes puissent contenir les effets générateurs de récession liés à l'évolution du marché pétrolier. On ne pourra infléchir sérieusement la politique des prix de l'OPEP que si le marché offre une quantité suffisante de produits concurrents du pétrole - essence et pétrole fabriqués à partir du charbon.